



Action contre la Faim
4, rue Niepce
75662 Paris Cedex 14
Tel : 01.43.35.88.88
Fax : 01.43.35.88.00
<http://www.actioncontrelafaim.org>

Jeudi 2 octobre 2008

COMMUNIQUE DE PRESSE

Crise alimentaire mondiale : Après l'émotion et les promesses, place à l'action ? Action contre la Faim lance la campagne « En finir avec la malnutrition »

815 millions en 2002.

854 millions en 2006.

En 2007, ce sont plus de 925 millions de personnes qui souffraient de la faim.

Combien seront-ils demain ?

Alors que la flambée des prix alimentaires ne cesse de faire plonger de nouvelles familles dans la faim, ce sont déjà plus de 55 millions d'enfants qui sont en danger de mort souffrant de malnutrition aigüe .

Le gouvernement américain était capable de mobiliser plus de 500 milliards d'euros pour enrayer la crise financière et le traitement des 19 millions d'enfants les plus gravement malnutris nécessiterait moins de 3 milliards d'euros par an. Qu'attend-on pour agir ?

Depuis plusieurs mois, de nombreuses promesses ont été faites. Quelques initiatives ont vu le jour mais aucune solution concrète n'a pour l'instant été mise en place.

Action contre la Faim lance une campagne pour que le traitement de la malnutrition soit enfin placé au premier rang des priorités mondiales.

Avril 2008. De Port au Prince à Dakar en passant par le Caire ou Dhaka, de violentes émeutes urbaines éclatent un peu partout dans le monde. Les manifestants protestent contre la flambée des prix des denrées alimentaires de base, crient leur faim et réclament une réaction de leurs pouvoirs publics.

Cette onde de choc fortement relayée par les médias du monde entier fait revenir la faim à l'agenda des gouvernements, des institutions, et des sommets internationaux. Les prévisions de la Banque Mondiale et du Programme Alimentaire Mondial sur les conséquences de cette déferlante font froid dans le dos : **entre 100 et 130 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la « sous-alimentation » et souffrir de la faim dans les mois à venir à cause de la crise alimentaire.**

Le sommet de la FAO à Rome en juin et la réunion du G8 au Japon en juillet ont donc été en partie consacrés à cette question. Des rallonges budgétaires conséquentes ont été promises au Programme Alimentaire Mondial pour soutenir des efforts supplémentaires en termes d'aide alimentaire. L'agriculture vivrière a fait un retour –encore inconcevable il y a quelques années- dans les préoccupations des décideurs politiques de la planète. De grandes promesses ont été faites pour « *mettre le paquet sur l'agriculture* » comme l'a déclaré le président français Nicolas Sarkozy à Rome. Le sommet de la FAO s'est terminé par des promesses de dons à hauteur de **6,5 milliards de dollars** pour l'alimentation et l'agriculture.

Malgré les débats et les promesses, 1 enfant sur 10 souffre toujours de malnutrition

Action contre la Faim, dont les équipes interviennent sur les pires terrains de la faim, a déjà pu constater sur certaines de ses missions les effets directs de la hausse des prix sur les populations (Libéria, Népal, Ethiopie, Afghanistan, etc.). L'association lançait donc dès le mois d'avril un appel en faveur de la constitution d'un Fond Mondial contre la Faim et la Malnutrition. L'objectif de ce nouvel outil était notamment d'attirer des fonds nouveaux pour lutter contre la malnutrition aigüe, fléau souvent négligé dans les politiques de santé publique des Etats ou les schémas de l'aide internationale.

Le prestigieux magazine « The Lancet » expliquait d'ailleurs en janvier dernier dans une série d'articles consacrés à cette question que, de 2000 à 2005, l'investissement international en nutrition avait été d'environ 300 millions de \$ alors que dans le même temps, l'aide et la sécurité alimentaire avaient bénéficié d'1,5 milliards d'euros.

Une urgence est pourtant en cours car 1 enfant sur 10 dans le monde souffre de malnutrition. Si le simple fait de soulager leurs souffrances n'est pas une motivation suffisante pour les bailleurs de fonds et les décideurs internationaux, il est utile de rappeler que **la malnutrition coûte jusqu'à 2 à 3% du PIB des pays les plus touchés** du fait des conséquences en terme de développement. (Rapport Banque Mondiale 2006 *Repositioning Nutrition as Central to Development*).

Un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture, oui mais...

Parallèlement à l'initiative d'ACF, le président Français Nicolas Sarkozy lançait en juin dernier l'idée d'un « partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture » basé sur 3 piliers :

- le renforcement d'une coordination internationale pour une nouvelle stratégie mondiale de sécurité alimentaire
- la création d'un équivalent du GIEC (Groupe intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat) sur les questions alimentaires et agricoles : le Groupes d'experts internationaux sur la sécurité alimentaire (GIESA)
- la création d'une Facilité gérée par le FIDA (Fond International pour le Développement Agricole) à Rome et destinée à attirer des fonds additionnels pour répondre aux nouveaux enjeux de sécurité alimentaire mondiaux

Si Action contre la Faim se réjouit qu'une partie des idées fondatrices du « fonds mondial » aient été reprises par le gouvernement français et soutenues par l'Espagne, le Royaume-Uni ou l'Allemagne, l'organisation humanitaire tient tout de même à souligner quelques points d'achoppement avec le projet, tel qu'il est présenté actuellement :

- **La lutte contre la malnutrition** semble encore être le parent pauvre de cette initiative. Si la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de relance des agricultures locales est essentielle, il ne faut pas pour autant en oublier l'urgence nutritionnelle en cours.
- La création du **GIESA** est une très bonne initiative mais ce groupe d'experts doit être délié des agences existantes afin d'avoir un véritable rôle de sentinelle sur les questions de la faim et de la malnutrition.
- ACF considère également que **l'hébergement de la « facilité »** au sein du FIDA n'est pas le meilleur atout pour attirer des fonds additionnels comme l'a prouvée l'expérience du Global Fund (totalement détaché des agences existantes afin d'attirer les ressources financières des nouveaux bailleurs comme les fondations)
- Enfin, ce partenariat mondial doit mettre en place 2 « guichets » destinés à financer, via la « facilité », des actions d'urgence et des projets à moyen terme sécurité alimentaire. Et pour lancer les premiers projets, le partenariat mondial aurait besoin selon les experts de **250 millions d'euros qui manquent pour l'instant cruellement au projet**

Action contre la Faim appelle donc la France, à l'initiative de ce « partenariat mondial », à concrétiser ses promesses de Rome, en mettant à disposition les 50 premiers millions d'euros qui entraîneront les contributions d'autres Etats.

Une grande campagne « End Malnutrition »

Action contre la Faim lance donc une campagne internationale dont l'objectif est de plaider pour que la lutte contre la malnutrition soit réellement intégrée dans les dispositifs futurs mis en place pour répondre à la crise alimentaire mondiale.

La campagne va se dérouler en différentes étapes :

► **Création d'un groupe « Global Initiative Against Malnutrition »**

Plusieurs ONG internationales intervenant dans la lutte contre la malnutrition se regroupent avec l'objectif de faire pression pour une plus grande place accordée à la nutrition dans les réponses à la crise alimentaire mondiale.

► **Mardi 7 octobre de 15h30 à 17h00 / Evian : Animation d'une table ronde sur la crise alimentaire lors de la « World Policy Conférence » d'Evian**

► **Mercredi 8 octobre / Paris : colloque « En finir avec la malnutrition : une question de priorités ? » en partenariat avec le GAIN, l'IRIS, le CNAM**

Ce colloque scientifique et technique réunira des représentants d'Unicef, Europaid, Fondation Clinton, CNAM, IRIS, MSF Suisse, Ministère de la santé du Niger et du Burkina Faso, Valid International, Fondation Gates, GAIN, ECHO, ACF, etc.

Cette journée se terminera par **une rencontre-débat** sur « **Crise alimentaire : vers une explosion de la malnutrition infantile ?** », en présence de **Jean Ziegler** (comité consultatif du conseil des droits de l'homme des Nations Unies), **Eric Laroche** (Directeur Adjoint Interventions sanitaires en cas de crise, OMS), **Pascal Boniface** (Directeur de l'IRIS), **Florence Lasbennes** (Chef du Bureau des politiques de développement économique et agricole, Ministère des Affaires Etrangères), **François Danel** (Directeur Général d'ACF).

(Dossier complet de présentation du colloque disponible sur demande)

► **15 octobre 2008, veille de la Journée mondiale de l'alimentation : STOP à l'immobilisme !**

Les militants d'Action contre la Faim descendent dans la rue et appellent à la mobilisation les Français pour « En finir avec la malnutrition ».

Pour symboliser l'immobilisme de la communauté internationale face à l'urgence en cours, ACF donne rendez-vous à des milliers de Français à Paris et dans 19 villes de France (Ajaccio, Angers, Clermont-Ferrand, Toulouse, Cherbourg, Montpellier, Marseille, Annecy, Bastia, Caen, Bordeaux, Brest, Lyon, Lille, Tours, Nantes, Nîmes, Périgueux, Rennes), pour...s'immobiliser. Sur le modèle des « freeze mob », le 15 octobre prochain, ACF organise le plus grand « freeze » de France pour dénoncer l'immobilisme mondial sur la question de la faim.

► **Octobre 2008 : parution du rapport Hunger Watch 2008 « Les saisons de la faim » :**

L'« Observatoire de la faim », cellule de chercheurs travaillant pour ACF UK, publie son rapport annuel. Cette année, il y est question de la saisonnalité de la faim, c'est-à-dire des populations rurales pauvres confrontées aux mêmes difficultés chaque année à la même époque : privations, hausse des prix agricoles, manque d'emplois... Cette faim saisonnière est responsable d'une grande part des cas de malnutrition dans le monde et cet ouvrage très documenté explore, du Malawi au Niger en passant par l'Inde, les causes profondes de ce phénomène, la réalité quotidienne de ceux qui le subissent ainsi que des solutions possibles.

Le rapport conclut entre autres qu'il faudrait au maximum 3 milliards d'euros par an chaque année pour traiter les 19 millions d'enfants souffrants de malnutrition aigüe sévère.

Contact presse

Sylvain Trottier : 01 43 35 82 24 / strottier@actioncontrelafaim.org

Contact urgence et jours fériés : 06 70 01 58 43 / 06 70 01 58 34